

M. Thomson: De la foutaise? Il suffit d'aller à Calgary, à Edmonton ou à Eastevan pour voir combien de plates-formes de forage on déménage de l'autre côté de la frontière et combien d'entreprises ferment leurs portes. Pour l'amour du ciel, ouvrez-vous les yeux!

Une voix: Ça lui fait peur.

M. Collenette: Les plates-formes de forage y sont plus nombreuses cette année que l'année dernière.

M. Thomson: Vous dites des bêtises.

Mme Bégin: Calmez-vous. Écoutez ce que disent les gens.

M. Taylor: Allez vous rendre compte sur place.

M. Thomson: Troisièmement, à cause de son aspect arbitraire et répressif, le programme est en train de devenir le point de ralliement de ceux qui essaient de diviser le Canada.

Quatrièmement, le programme vise à augmenter la participation du gouvernement à l'industrie. C'est une mesure rétrograde. L'industrie pétrolière et gazière, comme la plupart des industries d'ailleurs, ne peut pas être gérée par le gouvernement. Les gouvernements ne peuvent pas diriger l'industrie. C'est l'esprit d'initiative qui crée une industrie et qui forme un pays, que les députés soient prêts à le reconnaître ou non.

Des voix: Adam Smith s'est réincarné.

M. Thomson: L'industrie pétrolière a besoin de chercher à réaliser des bénéfices pour poursuivre son activité de prospection et d'exploitation.

De nombreux experts partout au Canada ont déclaré que le programme énergétique national élargira l'écart entre la production et les besoins canadiens au cours des années 80, ce qui veut dire que nous devons compter davantage sur le pétrole importé en 1985. Au lieu de profiter de l'occasion que représente l'industrie pétrolière et gazière pour favoriser la croissance économique du Canada, le programme énergétique national nous offre des perspectives de croissance minimales, sinon négatives.

Certains experts ont même déclaré que le programme énergétique national pourrait entraîner une catastrophe économique nationale. L'aspect du programme énergétique national qui suscite le plus de critiques est la façon dont il vise à fixer le prix du pétrole et à isoler le Canada des marchés énergétiques internationaux.

Le lendemain du jour où le ministre des Finances a présenté son budget, les grands titres de la revue britannique *Economist* disaient: «Le Canada s'isole du reste du monde.» Voilà ce que nous avons fait. Connaissez-vous un autre pays du monde libre industrialisé qui a la démenche de fixer le prix de l'énergie à moins de la moitié des cours mondiaux, monsieur le président? Connaissez-vous un autre gouvernement du monde qui adopte une telle politique? C'est de la démenche.

Mme Bégin: Y a-t-il un pays plus favorisé que le Canada?

Une voix: Oui.

M. Thomson: Le Canada doit certainement se rendre compte qu'il fait partie du réseau énergétique mondial. Ne devons-nous pas reconnaître que nous faisons partie du monde? Le prix du pétrole restera élevé et il augmentera probablement davantage. Compte tenu du temps relativement court que dureront les réserves de pétrole qui nous restent, le Canada n'a pas les moyens de subventionner une ressource aussi précieuse. Je demande au ministre de la Santé nationale

Impôt sur le revenu—Loi

et du Bien-être social de me citer un pays qui subventionne une ressource aussi rare. Existe-t-il dans le monde industrialisé un seul autre pays qui le fasse?

Mme Bégin: Nommez un pays qui vaille mieux que le Canada.

M. Taylor: L'Alberta.

M. Thomson: Je ne le nommerais pas. J'aime mon pays. Cela n'a rien à voir avec la politique économique adoptée par le gouvernement du député.

Des voix: Bravo!

M. Thomson: Ce n'est que quand les Canadiens fixeront le prix de leur pétrole près du cours mondial que des décisions rationnelles seront prises au Canada relativement à sa production et à sa consommation. Il faut que les prix soient plus élevés si nous voulons conserver nos rares ressources et continuer nos travaux de prospection pour trouver de nouveaux gisements au Canada au lieu de chercher aux États-Unis ou ailleurs.

M. Andre: Ou au Sénégal.

M. Thomson: Il est certainement plus sensé d'investir au Canada que d'inciter les sociétés à faire des travaux de prospection à l'étranger. Les députés peuvent rire, mais je prétends que vous rirez bientôt des gens que le programme énergétique national du gouvernement aura mis en chômage.

En augmentant les prix, non seulement on inciterait les Canadiens à économiser l'énergie, mais on permettrait à l'industrie de consacrer ses bénéfices supplémentaires aux travaux de prospection. Je pourrais citer aux députés de multiples exemples où le programme énergétique national a eu pour effet de transformer les revenus nets des producteurs en pertes. En Saskatchewan et en Colombie-Britannique l'exploitation d'un grand nombre de gisements de gaz ou de pétrole n'est plus rentable. Comment pouvons-nous accroître l'offre si nous faisons en sorte que la production et la prospection ne soient plus rentables?

En imposant dès maintenant une hausse du prix du pétrole on pourrait à long terme y gagner car on pourrait alors mettre en valeur nos ressources énergétiques plus rapidement et inciter les consommateurs à économiser l'énergie. Cette hausse aurait finalement pour conséquence une réduction de nos importations. D'après le Programme énergétique, ce sont finalement les consommateurs de produits pétroliers qui supportent tout le fardeau du prix des importations de pétrole par le biais d'une taxe supplémentaire. En attendant, le contribuable continuera à supporter la hausse du coût des subventions accordées pour le pétrole importé. C'est pourquoi les dépenses publiques au titre des subventions diminueraient si l'on importait moins de pétrole, ce qui rendrait en partie au gouvernement fédéral la liberté d'action qu'il avait perdue dans le domaine fiscal, à la suite d'une longue série de déficits. Si le déficit diminuait, il ne serait pas nécessaire d'emprunter autant d'argent et les taux d'intérêts pourraient baisser un peu. Je m'adresse à mes amis qui sont à ma gauche: «si vous voulez que les taux d'intérêt diminuent, il faut faire un pas dans la bonne voie en réduisant le déficit fédéral.»

Du fait que les besoins en matière d'emprunts seraient moins grands, l'industrie serait soumise à des pressions moins fortes. Le gouvernement pourrait aussi réduire un peu l'impôt sur le revenu. Quelle idée saugrenue! On pourrait réduire l'impôt sur